

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE  
POUR L'AMERIQUE LATINE  
ET LES CARAIBES - CEPALC



Distr.  
GENERALE

LC/G.1977  
26 août 1997

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

---

**RAPPORT DE LA DEUXIEME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL SPECIAL CREE  
AUX TERMES DE LA RESOLUTION 553(XXVI)**

(New York, 5 juin 1997)



## TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u>	<u>Page</u>
1. Mandat .....	1	1
2. Lieu et date de la réunion .....	2	1
3. Participants .....	3-4	1
4. Ordre du jour .....	5	1
5. Déroulement des travaux .....	6-18	1
Annexe: LISTE DES PARTICIPANTS .....	-	5

## 1. Mandat

1. Dans la résolution 553(XXVI), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) a décidé de créer un groupe de travail spécial ouvert à tous les pays membres de la CEPAIC, lequel aura pour mandat, en consultation avec le Secrétaire exécutif, de définir les priorités du programme de travail et de proposer à la Commission des orientations stratégiques pour ses activités futures, compte tenu des priorités de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que des aspects budgétaires.

## 2. Lieu et date de la réunion

2. Conformément à la convocation envoyée le 17 avril 1997 aux Etats membres, la deuxième réunion du groupe de travail spécial a été tenue le 5 juin 1997, à New York.

## 3. Participants<sup>1</sup>

3. Etaient représentés à cette réunion les Etats membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ci-après: Antigua-et-Barbuda, Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Costa Rica, Dominique, Equateur, El Salvador, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Italie, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pays-Bas, Panama, Paraguay, Pérou, Portugal, Royaume-Uni, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela.

4. Etaient également présents deux Etats membres associés de la Commission: Antilles néerlandaises et les îles Vierges américaines.

## 4. Ordre du jour

5. Le seul point de l'ordre du jour, inclus dans la lettre de convocation de la réunion, a été l'examen des mesures de réforme récemment adoptées par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. A cet effet, le Secrétariat a présenté une Note intitulée "Mesures de réforme récemment adoptées par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes" (LC/G.1962), ainsi que le document "Plan piloto de gestión" (LC/G.1964).

## 5. Déroulement des travaux

6. Le Président du groupe de travail a rappelé, en premier lieu, que ce dernier avait réalisé, au cours de sa première réunion, une étude approfondie des différentes composantes du programme de travail pour la période biennale 1998-1999, qui avait été considérée comme une contribution importante au processus de réforme de l'Organisation des Nations Unies. La CEPALC avait, depuis lors, poursuivi son propre processus de réforme et d'actualisation, quant auquel les opinions pouvaient diverger mais qui impliquait inéluctablement tous les pays et devait suivre son cours.

---

<sup>1</sup> Voir annexe.

7. Cette réforme ne constitue pas une surprise pour la CEPALC et son Secrétariat qui, depuis plusieurs années déjà, sont pleinement conscients de la nécessité de changement et se sont proposés de moderniser, d'une façon constructive et transparente, une institution dont la présence est particulièrement importante et pertinente en Amérique latine et aux Caraïbes. On peut donc affirmer que la CEPALC avait pris les devants par rapport à la réforme actuelle de l'Organisation et avait mis en oeuvre une série de concepts qui, étant donné leur résultats positifs, méritaient d'être pris en compte au niveau du processus général de réforme du système des Nations Unies. Le groupe de travail spécial illustre à la perfection cette capacité d'adaptation et d'innovation.

8. Le Secrétaire exécutif de la CEPALC a ensuite pris la parole pour signaler que cette deuxième réunion du groupe de travail spécial avait été convoquée pour trois raisons: a) la demande expresse des participants qui avaient assisté à la première réunion; b) le fait que le Conseil économique et social avait prié toutes les commissions régionales de poursuivre leur propre examen afin de renforcer leur efficacité; et c) la nécessité, de la part du Secrétariat, de tenir des réunions périodiques avec les gouvernements des Etats membres de façon à analyser ensemble les mesures adoptées et s'assurer qu'elles répondent aux besoins des différents pays. Cette réunion se déroulait dans un contexte différent de la première: premièrement, parce que le projet de réforme du nouveau Secrétaire général des Nations Unies était partiellement connu, et, deuxièmement, parce que le budget préliminaire de la CEPALC pour la période biennale 1998-1999 qui devait être soumis à l'examen de la cinquième Commission était déjà disponible. Cette proposition tenait pleinement compte du programme de travail et de ses priorités, tels qu'ils avaient été définis par les Etats membres.

9. En guise de conclusion, le Secrétaire exécutif a signalé que l'idée principale que le Secrétariat cherchait à transmettre aux gouvernements est qu'il déploie des efforts exceptionnels pour s'adapter à la nouvelle réalité. Ceci passe non seulement par une plus grande rigueur au niveau de la formulation du programme de travail mais aussi, dans certains cas, par une nouvelle approche sur le plan de la méthodologie de travail et de l'interaction avec les gouvernements des Etats membres afin de pouvoir répondre à la confiance dont ils font preuve à l'égard du Secrétariat moyennant la prestation de services opportuns et pertinents. A cette réunion du groupe de travail spécial, le Secrétariat souhaitait tout particulièrement obtenir la légitimation des gouvernements des Etats membres quant aux propositions qu'il présente dans deux domaines spécialement délicats, à savoir: a) la gestion (un nouveau système mis au point avec le siège des Nations Unies et visant à garantir une justification plus stricte de l'emploi des fonds en échange d'une décentralisation plus importante des attributions et d'une plus grande souplesse dans le cadre des normes actuellement en vigueur) et b) l'utilisation des ressources limitées qui lui sont affectées (le Secrétariat propose de faire plus largement appel aux spécialistes sur contrat à court terme ainsi qu'aux consultants, afin d'épauler le personnel permanent, tout en respectant, naturellement, les normes de l'Organisation relatives au maintien de fonctionnaires internationaux).

10. Les deux rapports ont ensuite été soumis à la considération des participants, amorçant ainsi le débat. Il a d'abord été question, d'une manière générale, de la façon dont la CEPALC peut assumer le rôle qui est le sien dans le contexte actuel de réforme de l'Organisation des Nations Unies, et dont ces réformes peuvent renforcer, et non pas compromettre, l'importante fonction de cette institution en matière d'analyse et de construction du développement dans les pays de la région. L'accent a également été mis, dans cette étape, sur la nécessité d'intensifier l'interaction entre les gouvernements et le Secrétariat de la CEPALC, comme il ressort des deux notes présentées à la réunion.

11. Certains participants ont posé la question de savoir si les réformes actuellement menées à bien par la CEPALC sont absolument compatibles avec le processus de réforme de l'ensemble de l'Organisation tel qu'il sera prochainement rendu public par le Secrétaire général. De l'avis du Secrétariat, il ne semblait exister d'incompatibilité. Toutefois, afin de préciser ce processus de réforme de la perspective du siège de l'Organisation, les participants ont sollicité l'intervention du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion.

12. Celui-ci a d'abord affirmé qu'en raison de son efficacité sur le plan opérationnel, la CEPALC avait été invitée, avec le Service de conférences et l'administration de l'office des Nations Unies à Vienne, à participer au plan pilote de gestion. Le Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion s'est ensuite adressé au groupe de travail. Il a souligné l'importance de cette instance dans le contexte du processus de réforme amorcé par le Secrétaire général, soucieux de déléguer des responsabilités aux organes réalisant des activités concrètes et, en particulier, aux institutions fiables. Malgré la compression du budget général, l'affectation de fonds dans les domaines économique et social n'avait été compromise. Le Secrétaire général continuait d'affecter des ressources aux programmes qui bénéficiaient les Etats membres, au détriment des tâches liées à l'administration interne de l'Organisation. On pouvait affirmer que les Nations Unies souffraient d'un syndrome de centralisation auquel le plan pilote prétendait porter remède. Il constatait avec satisfaction que certains concepts formulés au siège de l'Organisation, notamment dans la première phase du processus de réforme, étaient présents dans le document de la CEPALC.

13. Les participants ont ensuite posé différentes questions au Secrétariat à propos du plan pilote de gestion et du processus de réforme, notamment en ce qui concerne leurs répercussions éventuelles sur le travail de fond de la Commission et sa capacité de répondre aux demandes formulées par les gouvernements. Le Secrétariat y répondit en détails. Les représentants se sont accordés à reconnaître l'importance du plan pilote de gestion et se sont prononcés en faveur de la teneur générale des propositions de décentralisation qui semblent répondre d'une façon adéquate et originale au besoin d'adaptation à l'évolution des circonstances, tant au sein de l'Organisation que sur le plan mondial. Plusieurs participants ont en outre mis l'accent sur la transparence indispensable à l'aboutissement de ce projet.

14. Ils ont également fait ressortir l'importante contribution de la Commission à la pensée économique de la région au cours des dernières décennies, en tant que creuset d'idées novatrices dont il convenait de préserver l'indépendance, laquelle se traduit, en définitive, par une liberté de pensée au niveau de l'institution et son maintien en tant que centre d'excellence. De plus, actuellement la Commission participe activement au processus dynamique d'intégration régionale et sous-régionale grâce à sa capacité d'élaboration d'études en la matière. Certains participants ont également réaffirmé l'importance des activités opérationnelles menées par la Commission.

15. En ce qui concerne les programmes spécifiques, thème qui avait fait l'objet d'un examen minutieux lors de la première réunion du groupe de travail, plusieurs représentants ont appelé l'attention sur la nécessité de consolider les bureaux sous-régionaux. De même, des efforts particuliers devaient être consentis pour appuyer les pays dont les économies sont plus réduites, efforts qui devaient être partiellement reflétés dans la répartition des ressources. A cet égard, plusieurs participants ont fait remarquer que le processus d'assouplissement et de délégation de responsabilités constituait sans nul doute un progrès important mais qu'il ne fallait pas négliger pour autant le suivi des activités menées à bien dans le contexte du budget prévu pour 1998-1999 afin d'assurer la continuité des activités des différents

16. Etant donné l'importance de l'échange de vues concernant le processus actuel de réforme au niveau du système tout entier et les nombreux doutes qu'il suscite, ainsi que les mesures à adopter pour répondre aux changements réalisés au sein de l'Organisation, les représentants ont insisté sur le fait que le groupe de travail spécial devait continuer à se réunir périodiquement. Il semble opportun d'organiser une nouvelle réunion fin 1997 afin de prendre connaissance des progrès accomplis dans l'application des mesures analysées au cours de cette rencontre. Les représentants sont également convenus de se constituer en Comité plénier de la Commission le vendredi 6 juin.

17. A l'issue de la réunion, qui a coïncidé avec la clôture de la vingt-et-unième session du Comité plénier de la CEPALC, le Secrétaire exécutif a dressé un bilan des travaux du groupe de travail spécial qui, pour la deuxième fois, s'était avéré d'une grande utilité pour améliorer l'institution et la mettre au service des Etats membres. Il s'est également montré satisfait de l'appui reçu par la CEPALC et a affirmé que le Secrétariat ferait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre aux enjeux auxquels fait face l'organisation.

18. Les participants se sont mis d'accord pour poursuivre l'examen du plan pilote de gestion et son application pratique lors de la prochaine réunion du groupe de travail spécial, ainsi que d'autres questions importantes, telles que la phase 2 du processus de réforme qui n'avait pas encore été rendue publique.

**LISTE DES PARTICIPANTS**

**A. Estados miembros de la Comisión  
Member States of the Commission  
Etats Membres de la Commission**

**ANTIGUA Y BARBUDA/ANTIGUA AND BARBUDA/ANTIGUA-ET-BARBUDA**

Representante/Representative/Représentant:

Patrick Lewis, Permanent Representative to the United Nations

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Conrad Hunte, Minister Counsellor, Permanent Mission to the United Nations

**BARBADOS/BARBADE**

Representante/Representative/Représentant:

Anthony Wiltshire, Senior Foreign Service Officer, Ministry of Foreign Affairs

**BOLIVIA/BOLIVIE**

Representante/Representative/Représentant:

Edgar Camacho Omiste, Representante Permanente ante las Naciones Unidas

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

María Estela Mendoza Bilbao, Consejero, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**BRASIL/BRAZIL/BRESIL**

Representante/Representative/Représentant:

Eduardo Carvalho, Consejero, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**CANADA**

Representante/Representative/Représentant:

Ross Hynes, Minister Counsellor, Permanent Mission to the United Nations

**COSTA RICA**

Representante/Representative/Représentant:

Fernando Berrocal, Representante Permanente ante las Naciones Unidas

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Melvin Sáenz Biolley, Embajador Alterno ante las Naciones Unidas

**CHILE/CHILI**

Representante/Representative/Représentant:

Eduardo Gálvez, Consejero, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**DOMINICA/DOMINIQUE**

Representante/Representative/Représentant:

Theodore Zilpha, Attaché, Permanent Mission to the United Nations

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Edna Murphy, Attaché

**ECUADOR/EQUATEUR**

Representante/Representative/Représentant:

Santiago Apunte-Franco, Consejero, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Fabián Páliz, Primer Secretario, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**EL SALVADOR**Representante/Representative/Représentant:

Francisco Sorto Rivas, Asesor del Viceministro de Economía

**ESPAÑA/SPAIN/ESPAGNE**Representante/Representative/Représentant:

Arturo Laclaustra, Representante Permanente Adjunto ante las Naciones Unidas

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Marta Betanzos, Consejera, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**ESTADOS UNIDOS DE AMERICA/UNITED STATES OF AMERICA/ETATS-UNIS D'AMERIQUE**Representante/Representative/Représentant:

Kevin J. McGuire, Director, Economic and Social Affairs, Bureau of International Organizations

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Frank Kerber, Office of Economic and Social Affairs, Bureau of International Organizations

**FRANCIA/FRANCE**Representante/Representative/Représentant:

Philippe Delacroix, Premier Secrétaire, Mission permanente auprès des Nations Unies

**GRANADA/GRENADA/GRENADE**Representante/Representative/Représentant:

Robert Millette, Permanent Representative to the United Nations

## **GUATEMALA**

### Representante/Representative/Représentant:

Julio Martini, Representante Permanente ante las Naciones Unidas

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Silvia Corado, Consejera, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

## **GUYANA**

### Representante/Representative/Représentant:

S.R. Insanally, Permanent Representative to the United Nations

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

George Talbot, Second Secretary, Permanent Mission to the United Nations

## **HAITI**

### Representante/Representative/Représentant:

Pierre Lelong, Représentant permanent auprès des Nations Unies

## **HONDURAS**

### Representante/Representative/Représentant:

Gerardo Martínez Blanco, Representante Permanente ante las Naciones Unidas

## **ITALIA/ITALY/ITALIE**

### Representante/Representative/Représentant:

Stefano Cacciaguerra, Consejero, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

## **JAMAICA/JAMAÏQUE**

### Representante/Representative/Représentant:

Sheila Sealy Monteith, Minister Counsellor, Permanent Mission to the United Nations

## **MEXICO/MEXIQUE**

### Representante/Representative/Représentant:

Manuel Tello, Representante Permanente ante las Naciones Unidas

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Gerardo Lozano, Ministro, Misión Permanente ante las Naciones Unidas  
Manuel Fragoso-Diez, Subdirector de Asuntos Hacendarios con América del Sur, Secretaría de Hacienda y Crédito Público  
Norberto Terrazas, Secretario, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

## **NICARAGUA**

### Representante/Representative/Représentant:

Javier Williams, Tercer Secretario, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

## **PAISES BAJOS/NETHERLANDS/PAYS-BAS**

### Representante/Representative/Représentant:

Klaas van der Tempel, First Secretary, Royal Netherlands Embassy at Santiago de Chile

### Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Agnes Bruls, United Nations Department, UN Funds and Economic Affairs Section, of the Ministry of Foreign Affairs

## **PANAMA**

### Representante/Representative/Représentant:

Ruth Decerega, Representante Permanente Adjunto ante las Naciones Unidas

## **PARAGUAY**

### Representante/Representative/Représentant:

María Teresa Laterza, Consejera, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**PERU/PEROU**

Representante/Representative/Représentant:

Carlos Pareja, Director de Relaciones Económicas Internacionales, Ministerio de Relaciones Exteriores

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Italo Acha, Segundo Secretario, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**PORTUGAL**

Representante/Representative/Représentant:

Catulina Guerreiro, Consejera, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**REINO UNIDO/UNITED KINGDOM/ROYAUME-UNI**

Representante/Representative/Représentant:

David Borland, Head of ECOSOC, Reform Section, Foreign and Commonwealth Office

**REPUBLICA DOMINICANA/DOMINICAN REPUBLIC/REPUBLIQUE DOMINICAINE**

Representante/Representative/Représentant:

Julia Tavárez de Alvarez, Representante Alternativa ante las Naciones Unidas

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Luis Lithgow, Embajador  
José Castillo, Embajador

**SAINT KITTS Y NEVIS/SAINT KITTS AND NEVIS/SAINT-CHRISTOPHE-ET-NIEVES**

Representante/Representative/Représentant:

Elise Marthol, Counsellor, Permanent Mission to the United Nations

**SANTA LUCIA/SAINT LUCIA/SAINTE-LUCIE**

Representante/Representative/Représentant:

Raymona Leonce-Carryl, Chargé d'Affairs, Permanent Mission to the United Nations

**SURINAME**

Representante/Representative/Représentant:

Michael Kerpens, Head of the Division of International Organizations, Ministry of Foreign Affairs

**TRINIDAD Y TABAGO/TRINIDAD AND TOBAGO/TRINITE-ET-TOBAGO**

Representante/Representative/Représentant:

Annette des Iles, Permanent Representative to the United Nations, New York

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Margaret King-Rousseau, Deputy, Director, Political Affairs Division, Ministry of Foreign Affairs  
Roslyn Khan Cummings, First Secretary, Permanent Mission to the United Nations

**URUGUAY**

Representante/Representative/Représentant:

Jorge Pérez, Representante Permanente ante las Naciones Unidas

Miembros de la delegación/Delegation members/Membres de la délégation:

Boris E. Svetogorsky Marino, Consejero, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**VENEZUELA**

Representante/Representative/Représentant:

Durán Sayed, Tercer Secretario, Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**B. Miembros Asociados  
Associate Members  
Etats membres associés**

**ANTILLAS NEERLANDESAS/NETHERLANDS ANTILLES/ANTILLES NEERLANDAISES**

**Representante/Representative/Représentant:**

Aimée Kleinmoedig, Second Secretary at the Royal Netherlands Embassy in Port-of-Spain

**ISLAS VIRGENES DE LOS ESTADOS UNIDOS/UNITED STATES VIRGIN ISLANDS/ILES  
VIERGES AMERICAINES**

**Representante/Representative/Représentant:**

Carlyle Corbin, Representative for External Affairs

**C. Secretaría  
Secretariat  
Secrétariat**

**Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL)/Economic Commission for Latin  
America and the Caribbean (ECLAC)/Commission économique pour l'Amérique latine et les  
Caraïbes (CEPALC)**

Gert Rosenthal, Secretario Ejecutivo

Ernesto Ottone, Secretario de la Comisión

Rómulo Caballeros, Director, División de Planificación de Programas y Operaciones

Isaac Cohen, Director, Oficina de CEPAL en Washington

Barbara Boland, Subdirectora, Sede Subregional de la CEPAL para el Caribe

Petrus Heins, Jefe Adjunto de la Unidad de Planificación de Programas y Evaluación

**Regional Commissions' New York Office (RCNYO)**

Sulafa Al-Bassam, Chief